

Renforcer notre parti et ses positions

Notre congrès se déroule dans un contexte politique particulier, où le désespoir côtoie la colère à l'heure où les dangers d'un glissement vers un régime autoritaire deviennent patents. **Depuis 2009 le rapport du parti communiste aux élections est indissociable de la mise sur les rails du front de gauche. 7 ans après nous bénéficions d'une expérience et d'un recul suffisant pour tirer les enseignements de cette construction.**

Dans les faits et au-delà des ambitions louables que certains avaient pu se fixer, l'analyse d'une nouvelle forme d'alliance ou de collectif électoral s'analyse à l'aune de ces mêmes résultats en plus des éventuels rapports de force dans la société qu'il aurait pu durablement faire évoluer.

Force est de constater que depuis 2009 pour le Front de gauche (FDG), les élections se suivent se ressemblent. Après le score appréciable de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2012 (11,1%), les élections législatives et municipales s'étaient traduites par des résultats décevants et une perte d'élus considérable pour le PCF. Le résultat des européennes suivantes est venu amplifier le trouble apparu lors des municipales. Avec un niveau d'environ 6,6%, le Front de gauche est resté au niveau de son score de 2009. Il est donc resté très en deçà des ambitions affichées par ses principaux leaders, et notamment par le co-président du PG, Jean-Luc Mélenchon. Il n'y a pas longtemps, ce dernier ambitionnait de passer devant le PS. Il y a loin de la coupe aux lèvres.

Une limite explicative pourrait être donnée à ces échecs électoraux successifs en pointant du doigt l'absence de stratégie dite « nationale » et nous y reviendront ensuite. Permettons-nous cependant un détour par les dernières élections européennes. Là, nous disposons d'une stratégie justement uniforme sur l'ensemble du territoire et « indépendante » du Parti Socialiste à l'image des dernières régionales d'ailleurs. Pourtant, nous l'avons vu, le rapport de force en faveur de nos listes n'a pas évolué par rapport au même scrutin passé. Ce fait ne doit-il pas nous questionner sur l'importance de l'aspect programmatique par rapport au contour du rassemblement ? Notre apport au débat sur la construction européenne a-t-il été perçu comme alternatif aux yeux de nos concitoyens ? **Devons-nous continuer à nous focaliser sur la construction stratégique comme cause essentielle de notre échec ?**

Clairement et à l'exception de la présidentielle de 2012, la stratégie électorale du PCF accompagné de partenaires au sein du Front de Gauche a conduit inexorablement à l'affaiblissement du PCF en nombre d'élus, comme nos résultats aux dernières départementales et régionales l'ont démontré. Mais alors ? Ne serait-ce pas un mal nécessaire à la crédibilisation de notre organisation, à la remobilisation de notre électorat, à la mise en branle d'une dynamique citoyenne ?

Là encore les faits sont têtus. La dernière période nous a marginalisé plus que renforcé dans un certain nombre de territoires, à la fois sur le champ électif et dans notre rapport à la société. La politique gouvernementale porte la responsabilité de la division de la gauche et de son affaiblissement, c'est certain, pour autant notre parti, et ses alliés membres du Front de Gauche n'ont à aucun moment su redéployer une perspective de rassemblement dans une perspective de reconquête. Cette réalité doit nous interroger sur notre rapport à la situation actuelle et notre capacité à gagner des positions en faveur des exploités.

En effet, n'est-il pas temps d'entrevoir les enjeux électoraux locaux comme la conséquence de rapports de force de proximité, sur des programmes politiques ? Un récent sondage démontrait d'ailleurs qu'une large majorité de français, se prononcent avant toute chose sur le programme politique des candidats ! Le rapport stratégique à nos alliés potentiels ne devrait-il pas alors être posé comme la condition de la réussite de nos programmes et non l'inverse ? **Il ne semble alors pas antinomique de nos ambitions de renforcer nos positions électives locales dans des majorités diverses, y compris avec des alliés sociaux-démocrates. Là encore aucune automaticité et les communistes des territoires concernés devront souverainement prendre en compte les apports de telles stratégies ponctuelles.** Sans nul doute que ces rassemblements devront alors s'opérer sur les bases d'un programme politique solide où l'empreinte communiste est réelle, d'une visibilité et d'une autonomie du groupe communiste au sein de ces constructions pour exprimer des positions propres lorsque c'est nécessaire et enfin se baser sur un rapport de force préalable suffisant pour assurer la crédibilité de notre force.

Aux détracteurs de ces rassemblements larges et ponctuels qui crient à la compromission, rappelons que la présence d'élus communistes au sein de majorités de rassemblement est le fruit de batailles locales âpres, et que ceux-ci ne sont jamais concédés par nos partenaires. Ils sont le fruit d'un rapport de force réel. D'ailleurs, n'oublions pas que lorsqu'un-e communiste dirige une collectivité, il s'appuie sur ces mêmes majorités diverses.

Un des travers de nos récentes stratégies se révèle donc dans notre volonté, encore plus fortement assumée par le PG, de vouloir calquer une seule et même tactique à des scrutins différents, à des périodes différentes sous couvert « visibilité nationale ». La réalité est que les scrutins intermédiaires ne sont pas seulement des « mini présidentielles », ils sont aussi l'opportunité pour des organisations comme la nôtre de consolider un maillage de pouvoirs et contre-pouvoirs locaux sur lesquels nous nous appuyons au quotidien.

Au-delà des positions électorales, force est de constater également le peu d'efficacité du Front de Gauche dans le basculement des rapports de force politiques et sociaux. Avons-nous su être à l'origine ou avons-nous été acteur de larges mobilisations sociales en tant que tel, avons-nous été catalyseur des aspirations populaires ? Au contraire, nous faisons le constat d'avoir échoué à cimenter les forces de progrès. A cela peut-être une raison et non des moindres, notre difficulté à concevoir un propos politique cohérent et fort aux yeux des français.

Désormais, tournons-nous donc vers l'avenir en faisant de notre parti une force motrice de changement. Loin de se voir comme uniquement instruments d'hypothétiques rassemblements de diverses structures partenaires, voyons-nous désormais comme une force, un parti moderne capable de rassembler sur un programme audacieux nos concitoyens. **Le congrès doit être l'occasion de réaffirmer notre confiance dans l'outil « parti » pour structurer la vie politique française. Ce qui fera le rassemblement que nous appelons de nos vœux ne sera pas les contours organisationnels que nous lui confierons mais bien le socle idéologique que nous lui assignerons.** Rassemblons avec le Parti et avec un programme de progrès !

Enfin, les élections législatives et présidentielles de 2017 seront une échéance clef de modification du paysage politique français. Les principaux rôles de cette pièce sont déjà distribués : multiples candidatures à gauche avec un président sûrement candidat, des écologistes en lambeaux probablement représentés, une candidature de J.L Mélenchon auto désignée et une extrême gauche comme toujours disposée à jouer sa partition. A droite même si le casting n'est pas encore calé nominativement, nul doute que la droite et l'extrême droite joueront des coudes pour s'attirer un maximum de suffrages avec la volonté de recomposition pour M. Le Pen du paysage politique en sa faveur. Ce scénario politique doit être combattu comme nous y invite P. Laurent !

Dans ce contexte, et face au manque de visibilité du PCF lié entre autres à sa stratégie présidentielle de 2012, une candidature présentée par notre organisation apparaît comme une solution à explorer par les communistes, pour les français, notre organisation, et son avenir. Nous le savons, **la présidentielle sert de tribune médiatique et a la faculté de lancer des personnalités dans l'arène médiatique et d'affirmer des propositions, des porte-paroles aux yeux de la population. Renoncer à cette opportunité s'avèrerait lourde de conséquences.** Renoncer à porter une candidature reviendrait à soutenir un candidat commun à d'autres forces. Cette option louable devra être explorée jusqu'au bout mais n'est pas la seule. En effet, la situation actuelle, la candidature de J.L Mélenchon, la difficulté de la mise en œuvre des primaires, pousse à constater que nous devons laisser ouverte la possibilité d'une candidature de rassemblement portée par notre organisation.

D'autant plus que la candidature de J.L Mélenchon, portée par lui seul, est venue une fois de plus défier notre conception même de la bataille politique.

Le soutenir à posteriori reviendrait donc à faire campagne sans n'avoir son mot à dire, ni sur les contenus, ni sur les modalités, auprès d'un candidat appelant à la sixième république mais ayant une vision césariste de la vie politique française ! Dans ce cadre, comment imaginer une dynamique collective que nous appelons cependant de nos vœux !

Cette réalité doit nous pousser à rassembler largement sur un programme fort et de rupture avec les logiques libérales. Construisons donc dès maintenant un programme et des candidatures foncièrement ancrées dans le monde du travail pour les législatives et les présidentielles à venir et débattons pendant notre congrès de toutes les options stratégiques pertinentes !